

# Septième Table ronde nationale annuelle sur la réduction des risques de catastrophe

## *Comprendre les risques de catastrophe*

Plate-forme du Canada pour la réduction des risques  
de catastrophe

RAPPORT 2016



Canada 



## Table des matières

Lettre du Comité consultatif .....	4
Vue d'ensemble du programme .....	5
Résumé des travaux.....	6
Ouverture de la Table ronde.....	6
Accueil traditionnel.....	6
Débat : Collectivités résilientes.....	7
Plains feux sur l'augmentation de la mobilisation des jeunes.....	12
Séance interactive : Comprendre le risque de violence entre les générations, les sexes et dans les relations après une catastrophe .....	14
Mot de la fin – Jour 1 .....	17
Visite sur place 1 – Centre de coordination des mesures d'urgence, Montréal.....	17
Mot de bienvenue – Jour 2 .....	18
Accueil traditionnel.....	19
Récapitulation du jour 1.....	19
Présentation d'Ouranos.....	19
Allocution principale : National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA).....	21
Mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai et Plate-forme régionale .....	23
Séance parallèle 1 : Stratégie en matière de feux de forêt .....	25
Séance parallèle 2 : Comprendre le risque de catastrophe dans les collectivités autochtones.....	27
Séance parallèle 3 : Mettre en œuvre le Cadre d'action de Sendai : Atelier sur la vision des jeunes Canadiens.....	29
Débat : Traduire les données scientifiques en connaissances sur les risques.....	30
Séance interactive : Partenariat public-privé dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe .....	34
Mot de la fin.....	36
Visite sur place 2 – Centre de coordination des mesures d'urgence, Montréal.....	36
Annexe A – Activités de groupe du jour 1.....	37
Annexe B – Médias sociaux.....	38
Annexe C – Évaluation et statistiques.....	39

## Lettre du Comité consultatif

La septième Table ronde annuelle de la Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe (RRC) a eu lieu les 21-22 novembre 2016. L'événement a remporté un vif succès. Plus de 200 personnes étaient présentes, et beaucoup d'autres y ont participé virtuellement. À un certain moment, le mot clic #CDNdr (anglais) est devenu tendance sur Twitter à Montréal, et les gazouillis émis par Sécurité Publique Canada et les participants ont atteint plus de 1,1 million de personnes! La réussite de la Table ronde n'aurait pu être possible sans le concours de nos savants experts et orateurs et votre participation active autant sur le lieu de la réunion que sur les médias sociaux. Un gros merci à vous tous!

La Table ronde a réuni des participants de tous les paliers de gouvernement, du secteur privé et d'organisations non gouvernementales, en plus de simples citoyens canadiens afin de discuter d'approches novatrices destinées à favoriser conjointement la réduction des risques de catastrophe. L'activité a été lancée par un [message vidéo](#) du ministre Goodale, et une allocution du secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Michel Picard.

Cette année, les discussions ont porté principalement sur [la résilience des collectivités et des jeunes](#), la violence suivant une catastrophe, la conversion des données scientifiques en connaissances sur les risques, l'importance des partenariats entre les secteurs public et privé dans le domaine de la RRC, et d'autres sujets reliés au thème de cette année « Comprendre les risques de catastrophe », la première des quatre priorités du [Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030](#) des Nations Unies.

Au cours de la Table ronde, Sécurité publique Canada a également lancé sa toute dernière campagne, [Prévention Inondation](#)! Cette campagne a été conçue pour encourager les Canadiens à prendre les mesures requises pour protéger leur maison contre les risques potentiellement dévastateurs des inondations terrestres. [Testez vos connaissances](#) pour savoir si vous êtes prêt à faire face à une inondation.

La huitième Table ronde nationale annuelle, qui aura lieu les 23 et 24 octobre 2017 à Halifax, Nouvelle-Écosse, portera sur le thème, Faire et reconstruire mieux, l'une des quatre priorités du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. La Table ronde de l'année prochaine sera organisée pour la première fois en partenariat avec la Plateforme d'adaptation aux changements climatiques de Ressources naturelles Canada, et fournira une formidable occasion de discuter des liens entre l'adaptation aux changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe au cours du 150<sup>e</sup> anniversaire du Canada.

Au plaisir de vous voir à Halifax!

Stéphanie Durand  
Présidente, Comité consultatif  
Directrice générale, Direction générale des politiques et de la sensibilisation  
Secteur de la gestion des urgences et des programmes  
Sécurité publique Canada

## Vue d'ensemble du programme

### Maîtresse de cérémonie :

- Stéphanie Durand, directrice générale, Direction générale des politiques et de la sensibilisation, Sécurité publique Canada, et présidente nationale de la Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe

### Jour 1 : Lundi 21 novembre 2016

Horaire	Activité
12 h – 13 h	Inscription
13 h – 13 h 40	Ouverture de la Table ronde
13 h 40 – 15 h	Débat : Collectivités résilientes
15 h – 15 h 15	Pause santé
15 h 15 – 15 h 35	Pleins feux sur l'augmentation de la mobilisation des jeunes
15 h 35 – 17 h	Séance interactive : Comprendre le risque de violence entre les générations, les sexes et dans les relations après une catastrophe
17 h – 17 h 15	Clôture du jour 1 et aperçu du jour 2
17 h 30	Visite sur place 1 – Centre de coordination des mesures d'urgence, Montréal

### Jour 2 : Mardi 22 novembre 2016

Horaire	Activité			
8 h – 9 h	Inscription (suite)			
9 h – 9 h 20	Mot de bienvenue			
9 h 20 – 9 h 30	Récapitulation du jour 1			
9 h 30 – 9 h 45	Présentation d'Ouranos			
9 h 45 – 10 h 25	Allocution principale : National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA)			
10 h 25 – 10 h 45	Mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai et Plate-forme régionale			
10 h 45 – 11 h	Pause santé			
	<b>Séances parallèles</b>			
11 h – 12 h 30	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 33%;">Séance parallèle 1 : Stratégie en matière de feux de forêt</td> <td style="width: 33%;">Séance parallèle 2 : Comprendre les risques de catastrophe dans les collectivités autochtones</td> <td style="width: 33%;">Séance parallèle 3 : Mettre en œuvre le Cadre d'action de Sendai : Atelier sur la vision des jeunes Canadiens</td> </tr> </table>	Séance parallèle 1 : Stratégie en matière de feux de forêt	Séance parallèle 2 : Comprendre les risques de catastrophe dans les collectivités autochtones	Séance parallèle 3 : Mettre en œuvre le Cadre d'action de Sendai : Atelier sur la vision des jeunes Canadiens
Séance parallèle 1 : Stratégie en matière de feux de forêt	Séance parallèle 2 : Comprendre les risques de catastrophe dans les collectivités autochtones	Séance parallèle 3 : Mettre en œuvre le Cadre d'action de Sendai : Atelier sur la vision des jeunes Canadiens		
12 h 30 – 13 h 30	Dîner			
13 h 30 – 14 h 45	Débat : Traduire les données scientifiques en connaissances sur les risques			
14 h 45 – 15 h	Pause santé			
15 h – 16 h 10	Séance interactive : Partenariats public-privé dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe			
16 h 10 – 16 h 30	Mot de la fin			
16 h 45	Visite sur place 2 – Centre de coordination des mesures d'urgence, Montréal			

## Résumé des travaux

Septième Table ronde annuelle de la Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe

Hôtel Hyatt Regency  
Montréal (Québec)  
21 et 22 novembre 2016

## Ouverture de la Table ronde

**Stéphanie Durand**, directrice générale, Secteur de la gestion des urgences et des programmes, Sécurité publique Canada, et présidente nationale de la Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe, joue le rôle de maîtresse de cérémonie pour les deux journées.

M<sup>me</sup> Durand présente un [message vidéo](#) de l'honorable Ralph Goodale, ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, qui n'a pas pu participer à la Table ronde. Le ministre a fourni son appui total à la Table ronde et aux efforts collectifs visant à réduire les risques de catastrophe, et a lancé officiellement la campagne [Prévention Inondation!](#) de Sécurité publique.

M<sup>me</sup> Durand présente Michel Picard, secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile.

M. Picard prononce l'allocution d'ouverture en soulignant la présence des Aînées Amelia McGregor et Celine Thusky des nations mohawk et algonquine. Il fait part de son enthousiasme en constatant la forte participation des collectivités autochtones à la Table ronde de cette année.

## Accueil traditionnel

**Amelia Tekwatonti McGregor**, Aînée Kanien'keha:ka du territoire mohawk de Kahnawake et membre du Clan de l'ours, souhaite la bienvenue à la façon traditionnelle. Elle salue toutes les personnes présentes et exprime quelques pensées et paroles de sagesse en langue mohawk. Elle encourage les participants à travailler en collaboration et dans le respect des autres.

## Débat : Collectivités résilientes

**Animateur** : Alex Kaplan, Swiss Re

**Experts :**

- Louise Bradette, Ville de Montréal
- Toby Bellis, Ville de Calgary
- Fiona Dercole, district de Vancouver-Nord
- Yvonne Doolittle, gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

**Objectif de la séance** : Apprendre les différentes méthodes qu'utilisent les collectivités pour surmonter les grands défis liés à la résilience dans un contexte en évolution.

**Alex Kaplan** lance le débat avec une vidéo sur l'initiative des 100 villes résilientes. Il souligne que l'objectif de cette initiative, qui s'est amorcée en 2013, ne consistait pas à désigner tout simplement une centaine de villes dans le monde, mais à transmettre un message qui transcenderait les collectivités pour inciter les pays à adopter des méthodologies et des processus de réflexion pouvant aider à renforcer la résilience communautaire de manière cohérente. M. Kaplan fournit des statistiques mondiales indiquant que 50 % de la population mondiale vit actuellement dans des villes, et que ce nombre devrait atteindre 75 % d'ici 2050.

À l'issue des allocutions d'ouverture par les experts, M. Kaplan fait observer que le risque de complaisance est un thème commun. Autrement dit, plus la dernière catastrophe est éloignée dans le temps, plus il est difficile pour les collectivités de maintenir la dynamique leur permettant de mettre en œuvre les changements qui s'imposent.

*« Dans ce monde de plus en plus urbanisé, mondialisé et marqué par le changement climatique, tout risque local devient un risque mondial ». [TRADUCTION]*

– Alex Kaplan, SwissRE

**Questions de l'animateur** : Comment les collectivités peuvent-elles continuer à maintenir la pertinence des messages sur la RRC pour la population et à influencer la volonté politique par l'entremise de stratégies?

**Fiona Dercole** indique qu'une façon de veiller à ce que le public garde en tête les messages importants, surtout en ce qui a trait au risque de tremblement de terre, c'est d'avoir recours à la modélisation. Elle explique que la simulation des effets et des dommages d'un tremblement de terre peut aider les collectivités à ne pas oublier les messages et à déterminer les mesures à prendre pour réduire les conséquences des catastrophes. Elle ajoute que pour maintenir l'élan politique, il convient de célébrer les cas de réussite.

**Louise Bradette** signale que de nombreuses campagnes de sensibilisation sont lancées chaque année pour informer la population au sujet des risques de catastrophe à Montréal. Elle affirme qu'il est essentiel de démontrer les conséquences des catastrophes, d'expliquer ce qui est effectué à l'échelon local et municipal et d'informer les citoyens de ce qu'ils doivent faire pour se protéger. Les exercices pratiques et théoriques constituent par ailleurs un autre moyen efficace.

**Toby Bellis** évoque les programmes de sensibilisation communautaire en cours à Calgary, notamment le programme phare « Ready Calgary », qui vise principalement à renforcer la résilience, en favorisant les initiatives de préparation communautaire et individuelle, comme la formation en matière de gestion des urgences dispensée dans 700 écoles.

**Yvonne Doolittle** traite des projets de résilience entrepris dans certaines collectivités qui tiennent compte des connaissances et pratiques traditionnelles autochtones. Elle traite des lois des Dénés et précise que l'harmonisation de ces lois et des projets de résilience a aidé à orienter efficacement les directives et le processus décisionnel au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.

**Questions de l'animateur** : Dans le domaine de la gestion des urgences, qu'est-ce qui est effectué avant et après l'événement? Comment les emplois dans ce domaine ont-ils évolué, et quel a été le vecteur de changement?

**M. Bellis** souligne les progrès accomplis depuis les années 1940 et 1950, époque où des organisations paramilitaires étaient chargées d'intervenir en cas de catastrophe, jusqu'aux années 1980, où les services ont revêtu un caractère professionnel par l'adoption d'un système de commandement en cas d'incident et la création d'organismes de gestion des urgences spécialisés.

*« Afin d'accroître efficacement la résilience, nous devons modifier notre approche de manière à nous attaquer aux vulnérabilités sous-jacentes ». [TRADUCTION]*

– Toby Bellis, Ville de Calgary

**M<sup>me</sup> Bradette** ajoute que l'on est ensuite passé de la gestion des urgences à la gestion des risques. La complexité accrue des catastrophes affaiblit la capacité des collectivités à faire face aux catastrophes. La Ville de Montréal élabore des plans d'urgence en consultant divers partenaires et s'affaire actuellement à mettre au point une stratégie en matière de résilience.

**M. Kaplan** définit la résilience comme un tabouret à trois pattes :

- **Résilience physique** : Codes du bâtiment et aménagement des terres
- **Résilience sociale** : Soutien des populations vulnérables
- **Résilience économique** : La vigueur de l'économie dicte la qualité et la vitesse du rétablissement

M. Kaplan évoque la convergence des risques et souligne la nécessité pour les collectivités de prendre conscience de leurs forces et de déterminer à quel moment celles-ci peuvent devenir des faiblesses. Il donne quelques exemples :

- D'abord, les mesures de rétablissement lors des inondations de 2013 en Alberta étaient assez énergiques, principalement en raison du prix élevé du pétrole à cette époque. Toutefois, le prix a baissé en 2016. M. Kaplan invite les participants à réfléchir à la façon dont cette baisse toucherait les mesures de rétablissement si une catastrophe survenait aujourd'hui.
- Deuxièmement, le point fort des Territoires du Nord-Ouest est leur éloignement, ce qui oblige les collectivités à être largement autosuffisantes. M. Kaplan invite l'auditoire à réfléchir à la façon dont cet éloignement pourrait devenir une faiblesse en cas de catastrophe de grande envergure.
- Enfin, dans la ville de North Vancouver, 71 % des habitants se rendent chaque jour à la ville de Vancouver. M. Kaplan invite les participants à réfléchir à la façon dont les mesures d'intervention et de rétablissement en cas d'urgence seraient touchées et si un événement en cascade et de grande envergure survenait durant la journée lorsque les habitants sont loin de leurs maisons et de leurs familles.

**Question de l'animateur à Mme Doolittle** : Le message de préparation 72 heures est-il suffisant pour les collectivités de votre région, ou celles-ci ont-elles besoin de planifier à plus long terme?

**M<sup>me</sup> Doolittle** explique que de nombreuses collectivités du Nord ne limitent pas leurs mesures de planification au message 72 heures, ce qui est considéré comme un point fort; toutefois, les messages devraient promouvoir la planification et la préparation au-delà de 72 heures. Dans nombre de collectivités du Nord, la population dépend encore de la chasse et de la terre, ce qui fait que tout changement important de la migration et des niveaux d'eau peut influencer sur le niveau de préparation.

**Question de l'animateur à M. Bellis :** Le taux de chômage a augmenté à Calgary. Comment cela joue-t-il sur les mesures de préparation de la ville à la prochaine catastrophe?

**M. Bellis** répond que le taux de chômage est certainement un facteur qui influe sur la planification de la gestion des urgences à Calgary. Il explique qu'en 2014, on s'attendait à ce que 50 000 personnes par année migrent vers Calgary à la suite du lancement de l'initiative « Build Calgary ». La ville était en pleine croissance et le prix du pétrole était élevé. Toutefois, de 2014 à 2016, le prix de cette ressource a diminué. Calgary a dû passer à une stratégie de résilience économique en investissant dans des politiques économiques et des programmes d'infrastructure afin que les gens retournent au travail, et en finançant des infrastructures résilientes pour l'avenir.

**Questions de l'auditoire :** Comment les collectivités collaborent-elles avec le secteur privé? Le secteur privé contribue-t-il aux interventions ou aide-t-il les collectivités à faire face aux catastrophes?

**M<sup>me</sup> Bradette** explique que les fournisseurs de services du secteur privé entretiennent les liens les plus étroits avec les gouvernements, surtout les secteurs de la nourriture et de l'eau. Lorsque l'on élabore des stratégies de résilience, il faut mettre l'accent sur ces secteurs.

**M<sup>me</sup> Dercole** mentionne que dans l'éventualité d'un tremblement de terre, la ville de Vancouver mise sur la mobilisation de centres de catastrophe. Au cours des premiers jours suivant la catastrophe, les gouvernements évaluent les besoins. Dans l'intervalle, la municipalité réagit en désignant les lieux où se tiendront les réunions communautaires et où l'on mobilisera les entreprises du secteur privé pour affecter leurs ressources et évaluer les vulnérabilités.

**M. Bellis** signale plusieurs initiatives importantes qui illustrent les relations solides entre la Ville de Calgary et la Chambre de commerce de Calgary. Les petites entreprises sont le plus durement touchées en cas de catastrophe, et beaucoup ne peuvent pas se rétablir. Pour faire face à cette situation, la Chambre de commerce de Calgary a créé une base de données sur les personnes à contacter en cas d'urgence, pour aviser les petites entreprises en cas de catastrophe et les aider aux interventions et au rétablissement.

**M<sup>me</sup> Doolittle** souligne que la plupart des entreprises du secteur privé dans le Nord sont de petite taille, mais qu'elles entretiennent des liens étroits avec la collectivité. Les municipalités invitent souvent le secteur privé à participer à l'élaboration des processus de planification des urgences.

**Question de l'animateur :** On prévoit que dans 30 ans il y aura dans le monde davantage de personnes âgées de plus de 65 ans que de jeunes de moins de 15 ans. Quel effet cela a-t-il sur votre façon de voir les choses?

**M. Bellis** souligne que cela est certainement un facteur à prendre en compte dans les décisions. Les personnes âgées sont très vulnérables aux catastrophes, et il est impératif que les collectivités tiennent compte de cette réalité dans leur planification.

**M<sup>me</sup> Dercole** fait remarquer que les personnes âgées constituent une ressource inexploitée au niveau du bénévolat. Certains pourraient être mobilisés comme bénévoles dans la collectivité.

**Questions de l'auditoire** : Comment le secteur public devrait-il mobiliser les entreprises du secteur privé pour leur expliquer ce qui serait dans leur intérêt sur le plan économique?

**M. Kaplan** explique que les entreprises sont motivées à protéger leurs actifs. Pour mobiliser le secteur privé, les conversations doivent porter sur les aspects économiques. Le secteur public doit collaborer avec les entreprises du secteur privé qui investissent dans l'infrastructure afin de veiller à ce que l'emplacement du travail soit pris en compte. Cela peut aider à atténuer le risque que les entreprises se retrouvent sans effectif en situation d'urgence.

## Pleins feux sur l'augmentation de la mobilisation des jeunes

**Animatrice :** D<sup>re</sup> Robin Cox, Université Royal Roads

**Objectif :** Lancer une conversation sur la façon la plus significative de faire participer les jeunes à l'élaboration de politiques et à la prise de décisions concernant les engagements du Canada au titre du Cadre de Sendai, et de les habiliter à le faire.

**M<sup>me</sup> Robin Cox** traite de la participation des jeunes à la réduction des risques de catastrophe. Elle présente son équipe du laboratoire d'innovation en recherche ResilienceByDesign et explique que celui-ci s'efforce de rassembler des jeunes et des chercheurs ayant un intérêt pour la réduction des risques de catastrophe, l'adaptation au changement climatique et la résilience, et de trouver des moyens de faire mobiliser activement les jeunes à cet égard. M<sup>me</sup> Cox souligne que les jeunes constituent une ressource inexploitée dans ces domaines.

Elle ouvre la séance en présentant une courte vidéo intitulée « [Step Up](#) », dans laquelle des chercheurs demandent à des jeunes pourquoi il est essentiel qu'ils collaborent aux efforts de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique. Dans la vidéo, un petit groupe de jeunes parlent de l'importance de l'engagement des jeunes et appellent les gouvernements à intensifier les efforts en vue de les faire participer aux discussions et à la prise de décision. M<sup>me</sup> Cox pose ensuite les questions suivantes à l'auditoire :

**1. Avez-vous fait participer directement les jeunes aux mesures de réduction des risques de catastrophe et de gestion des urgences? Oui ou Non**

47 % ont répondu oui

53 % ont répondu non

**2. Il y a différentes façons de procéder. Laquelle des méthodes suivantes devrions-nous privilégier pour faire participer les jeunes aux efforts en matière de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique?**

- A. Fournir des possibilités de croissance et de développement personnel.
- B. Fournir des occasions d'apprentissage axé sur le service, de bénévolat et de recherche.
- C. Soutenir des programmes qui favorisent le leadership et les compétences en matière de prise de décision.
- D. Fournir des occasions stimulantes de participer à des processus politiques et décisionnels locaux ou régionaux.

47 % ont répondu E

27 % ont répondu B

16 % ont répondu C

10 % ont répondu A

- 3. Après avoir écouté les jeunes dans ce court film, êtes-vous plus motivé à créer des possibilités afin de les faire participer davantage aux décisions touchant la réduction des risques et l'adaptation aux changements climatiques dans votre collectivité? Oui ou Non ou Sans opinion**

70 % ont répondu oui

10 % ont répondu non

20 % ont répondu sans opinion

## Séance interactive : Comprendre le risque de violence entre les générations, les sexes et dans les relations après une catastrophe

**Animateur :** Sarah Sargent, Croix-Rouge canadienne

**Experts :**

- Judi Fairholm, Croix-Rouge canadienne
- Laurie Pearce, Justice Institute of British Columbia
- Tina Burian, municipalité régionale de Wood Buffalo

**Objectif :** Examiner les pratiques exemplaires pouvant être appliquées avant, pendant et après une catastrophe, en vue de réduire le risque de violence communautaire.

**Sarah Sargent** ouvre la séance en faisant part de son expérience de travail personnelle auprès de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) au Sri Lanka en 1992. M<sup>me</sup> Sargent a œuvré dans des zones de conflit auprès de populations ayant besoin de soutien et de services. Elle explique que si l'on veut étudier la question de la violence, il importe de comprendre que la vulnérabilité augmente avec la complexité du contexte.

Trois différentes perspectives, internationale, nord-américaine et locale, sont présentées pour décrire l'incidence de la violence qui survient après une catastrophe.

### Perspective internationale

En 2002, l'Organisation mondiale de la santé a publié un rapport indiquant que la violence est un problème de santé publique qui doit être traité par les gouvernements.

**Judi Fairholm** évoque son expérience personnelle auprès de la Croix-Rouge canadienne quant à la violence après une catastrophe. Elle commence en disant que le tsunami de 2004, lequel a touché 14 nations qui bordent l'océan Indien et a causé la mort de 230 000 personnes, a été un point tournant pour la Croix-Rouge canadienne et d'autres organismes humanitaires dans le monde. C'était la première fois que l'on demandait à la Croix-Rouge d'apporter son aide sur le plan psychosocial et de la violence après une catastrophe.

*« Selon les statistiques de l'Organisation mondiale de la santé, 4 200 personnes meurent chaque jour des suites d'actes de violence. Parmi ces décès, 58 % sont attribuables à la violence auto-infligée, 36 % à la violence interpersonnelle et 6 % à la violence collective. Ces chiffres augmentent en situation d'urgence ».*

[TRADUCTION]

– Judi Fairholm, Croix-Rouge canadienne

M<sup>me</sup> Fairholm explique que pour comprendre le risque lié à la violence, il importe d'analyser le contexte dans lequel survient l'acte de violence. En situation de catastrophe, les gens perdent leur sentiment de protection communautaire, ce qui entraîne un niveau élevé de stress à l'échelle communautaire et personnelle et probablement une augmentation de la violence domestique.

M<sup>me</sup> Fairholm précise que la prévention de la violence après une catastrophe constitue maintenant l'essentiel de son travail; elle met l'accent sur l'importance que les gouvernements comprennent qui sont les populations vulnérables, établissent un plan pour ces populations et leur accordent la priorité afin de les protéger tout au long des étapes d'intervention et de rétablissement.

« Si la violence est prévisible, elle peut être évitée. Il ne s'agit pas d'une croyance, mais d'un énoncé fondé sur des éléments probants ». [TRADUCTION]

– Organisation mondiale de la santé

### Perspective nord-américaine

Dre Laurie Pearce souligne que la première grande étude canadienne sur la violence familiale est la recherche réalisée par Dre Enarson, *Women, work, and family in the 1997 Red River valley flood : Ten lessons learned*. Lors de ces inondations, les femmes étaient exposées à un risque accru de violence après catastrophe en raison du manque d'abris. La violence domestique à l'égard des femmes s'est intensifiée, mise en évidence par une hausse de 65 % des ordonnances de protection obtenues par les femmes.

Dre Pearce donne ensuite l'exemple de l'ouragan Katrina survenu en 2005, en précisant qu'il y a eu une augmentation de 300 % de la violence fondée sur le sexe, ce phénomène étant toujours réel deux années plus tard.

Elle poursuit et présente les faits suivants de la Fondation canadienne des femmes, qui donnent une idée de ce qui arrive actuellement au Canada en dehors du contexte des catastrophes :

- 67 % des Canadiens connaissent une femme victime de violence.
- En moyenne, tous les six jours au Canada, une femme est tuée par son partenaire intime.
- Des 83 victimes d'homicides commis par un partenaire intime et signalés par la police en 2014, 67 étaient des femmes
- Toutes les nuits au Canada, on dénombre 3 491 femmes et leurs 2 274 enfants qui dorment dans des refuges pour échapper à la violence conjugale.
- De 1980 à 2012, 1 181 femmes autochtones ont été portées disparues ou assassinées au Canada.

Dre Pearce signale qu'à l'heure actuelle, aucune recherche fondée sur des données probantes n'existe sur la violence après une catastrophe. Elle insiste sur la nécessité de sensibiliser les collectivités aux conséquences de ce type de violence et aux moyens permettant de réduire les cas de violence avant, pendant et après une catastrophe.

### **Perspective locale : Municipalité régionale de Wood Buffalo**

**Tina Burian** évoque son expérience lors des feux de forêt dévastateurs qui ont ravagé la municipalité de Wood Buffalo en mai 2016. M<sup>me</sup> Burian précise le contexte en soulignant que cette collectivité éloignée ne possède qu'un seul chemin d'accès et que la ville la plus proche se situe à une distance de 5 heures de route. Le village est bien doté sur le plan des services de soutien; toutefois, son économie repose sur le pétrole, et le ralentissement économique avait créé des tensions avant la catastrophe.

Le 3 mai 2016, survient la catastrophe et la municipalité est durement frappée par un incendie. 8 800 résidents sont évacués et déplacés pendant au moins un mois, et le retour s'effectue de juin à novembre 2016. Six mois plus tard, on observe une hausse notable des demandes de logements de transition et de counseling, ainsi qu'une augmentation des actes d'automutilation et des cas d'anxiété, de dépression et de consommation excessive. M<sup>me</sup> Burian fait remarquer que l'on s'attend à une augmentation des services d'aide pour prendre en charge les problèmes créés par la violence familiale, les contraintes financières et les troubles de stress post-traumatique. En outre, l'incendie a exercé une pression sur les structures de soutien, causant des dommages matériels et de fortes pénuries de main-d'œuvre pour le secteur privé.

Pour faire face à la crise, la collectivité a ouvert des centres de services et des cliniques sans rendez-vous, a mis sur pied un comité sur le bien-être communautaire, a déployé des équipes de crise mobiles, a offert des cours aux fournisseurs de services pour renforcer les capacités à l'échelle communautaire et a fourni des services de counseling gratuits supplémentaires. M<sup>me</sup> Burian souligne combien il est important d'accroître les services de soutien et la collaboration communautaire pour endiguer la violence accrue qui est prévue après une catastrophe et améliorer le bien-être au sein de la collectivité.

## Mot de la fin – Jour 1

Lori MacDonald, sous-ministre adjointe de Sécurité publique Canada, conclut le jour 1 de la Table ronde. Elle remercie les invités de la Ville de Montréal, l'Aînée mohawk Amelia Tekwatonti McGregor, le ministre Goodale, le secrétaire parlementaire Picard et tous les animateurs et experts. Elle exprime également sa gratitude à tous les participants qui ont fait de ce premier jour de la Table ronde un formidable succès.

## Visite sur place 1 – Centre de coordination des mesures d'urgence, Montréal

À la fin du premier jour, une visite est prévue au Centre de coordination des mesures d'urgence à Montréal. Il s'agit du quartier général de l'organisation de protection civile de Montréal. Le Centre soutient la coordination des interventions stratégiques des divers services d'urgence et organismes municipaux en cas de catastrophe.

Les participants sont invités à une visite organisée du Centre. Les membres de l'équipe de protection civile accueillent les visiteurs et donnent un aperçu des activités de protection civile menées par la ville de Montréal et des défis associés, des catastrophes passées, des risques actuels, des éléments essentiels du plan de protection civile, des projets en cours ainsi que des divers outils de coordination et de communication utilisés pendant les urgences et les catastrophes.

## Mot de bienvenue – Jour 2

**M<sup>me</sup> Gina Wilson**, sous-ministre déléguée, Sécurité publique Canada, souhaite la bienvenue aux participants et saisit l'occasion pour signaler que ces derniers se trouvent au point de rencontre de diverses Premières Nations, notamment les Mohawks et les Algonquins. M<sup>me</sup> Wilson signale que la gestion des urgences est une responsabilité partagée par tous les secteurs de la société et reconnaît que la fréquence, l'ampleur et le coût des catastrophes augmentent en raison de facteurs comme les changements climatiques, l'urbanisation, la dépendance technologique et le vieillissement de l'infrastructure.

Cette responsabilité partagée s'est récemment révélée à Fort McMurray et dans la municipalité régionale de Wood Buffalo, où des feux de forêt ont ravagé les collectivités environnantes et entraîné des conséquences dévastatrices. M<sup>me</sup> Wilson souligne l'incroyable leadership dont ont fait preuve les collègues de la province de l'Alberta, qui ont réussi à travailler en collaboration avec les premiers intervenants, les collectivités autochtones, la Croix-Rouge canadienne, les citoyens canadiens et beaucoup d'autres pour fournir aux collectivités le soutien et les services dont ils avaient besoin.

M<sup>me</sup> Wilson est persuadée que l'échange de connaissances et les conversations qui ont lieu au cours de la Table ronde de cette année aideront le Canada à faire progresser les priorités en matière de RRC et à renforcer les partenariats qui sont le fondement d'une gestion efficace des urgences.

**M. Louis Morneau**, sous-ministre associé, Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie, ministère de la Sécurité publique du Québec, prononce une allocution de bienvenue et signale que le gouvernement du Québec est enthousiaste à l'idée de participer à la Table ronde de cette année.

M. Morneau traite de la politique québécoise en matière de sécurité civile, laquelle s'inspire fortement du Cadre d'action de Sendai et est conçue pour renforcer la résilience de la province face aux catastrophes. Il souligne par ailleurs la nécessité d'améliorer la sensibilisation aux risques, afin de réduire les effets des catastrophes, et explique que son gouvernement travaille souvent en partenariat avec les universités sur des recherches spécialisées dans le domaine de l'érosion, des crues et des glissements de terrain dans le but d'affiner les connaissances sur les risques.

## Accueil traditionnel

L'Aînée Celine Thusky souhaite la bienvenue à la façon traditionnelle algonquine. Elle partage ses réflexions et ses enseignements avec le groupe. Elle souligne l'importance de la famille et des jeunes, de la communication ouverte et de l'éducation inclusive.

## Récapitulation du jour 1

Sarah Sargent, Laurie Pearce et Burien font une récapitulation des activités de la journée précédente et présentent un résumé des stratégies de lutte contre la violence familiale à partir des principales constatations en matière de RRC découlant des activités de groupe à la séance interactive : Comprendre le risque de violence entre les générations, les sexes et dans les relations après une catastrophe. Les principales constatations figurent à l'annexe C.

## Présentation d'Ouranos

**Présentateur** : Alain Bourque, Ouranos

**M. Bourque** décrit brièvement la science des changements climatiques et traite de certaines questions concernant la conversion des données scientifiques en mesures concrètes. Ouranos est un centre de recherche sur les changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci, qui compte un large réseau d'experts. Il explique que la terre se réchauffe à un rythme différent selon les régions, et que le Canada ne fait pas exception à cette règle. Il énumère certains indicateurs de changement climatique : tendance à la hausse des précipitations, tendance à la baisse des chutes de neige, élévation du niveau de la mer et diminution de l'étendue de la glace dans la région Arctique.

M. Bourque explique qu'il est difficile de trouver des signaux statistiquement significatifs dans les catastrophes. Nous devons donc nous adapter aux catastrophes, plutôt que d'attendre l'apparition de signaux statistiquement significatifs. Il ajoute qu'il est primordial de se préoccuper des changements liés à la fréquence, à la gravité et à la durée des catastrophes naturelles. Les principaux effets observés au Canada sont l'augmentation des incendies de forêt et la hausse de la température de l'eau, qui causent des problèmes quant à la qualité de l'eau potable et à l'approvisionnement.

*« On doit axer les efforts sur l'atténuation afin de mieux gérer les enjeux liés au changement climatique, étant donné que la fréquence et les conséquences de nombreuses catastrophes naturelles augmenteront en raison des changements climatiques ».* [TRADUCTION]

M. Bourque signale que l'on doit faire face à deux défis pour s'adapter aux changements climatiques :

1. Il faut présenter les données scientifiques de façon compréhensible. Nous disposons d'un grand volume de données scientifiques, qui doivent être transformées en information compréhensible et utilisable par les décideurs.
2. Tous les secteurs de la société doivent collaborer pour trouver et mettre en œuvre des solutions intégrées dans les administrations, les principaux groupes, les secteurs et le milieu de la recherche et du développement.

## Allocution principale : National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA)

**Présentateur :** Peter Colohan, NOAA

**M. Colohan**, le directeur des partenariats et de l'innovation en matière de services de l'Office of Water Prediction, National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), exprime sa gratitude d'avoir été invité à la Table ronde. Son organisation est chargée de transformer les prévisions hydrologiques aux États-Unis d'Amérique. Il explique que l'intérêt à l'égard de l'eau est lié au fait que celle-ci est le vecteur des changements climatiques. C'est le moyen qui nous permet de connaître le changement climatique.

M. Colohan indique que même si les problèmes associés aux inondations, aux sécheresses et à la qualité de l'eau sont traditionnellement traités de manière séparée, il faut reconnaître qu'il s'agit d'un problème intégré. Il énonce certains problèmes auxquels le monde devrait s'attendre en raison des changements climatiques :

- fréquence accrue des pluies diluviennes;
- Intensification des inondations, sous forme chronique à certains endroits;
- Intensification des inondations côtières et des tempêtes côtières violentes provoquant l'élévation du niveau de la mer;
- sécheresses plus fréquentes et plus intenses, disponibilité réduite des eaux souterraines et risques accrus pour les aquifères locaux;
- prolifération des algues nuisibles dans les lacs et les cours d'eau en raison de la hausse des températures de l'air et de l'eau;
- dégradation de la qualité de l'eau.

Il signale des initiatives susceptibles d'aider les collectivités à s'adapter aux changements climatiques :

- la nécessité d'une compréhension intégrée des perspectives et des risques à court et à long terme;
- la nécessité d'intégrer les données scientifiques en mettant l'accent sur les répercussions sur les infrastructures essentielles et la démographie;
- la nécessité d'intégration à l'échelle des intervenants au moyen de séances de mobilisation et de partenariats continus.

M. Colohan évoque le défi intégré que représente la gestion des risques liés à l'eau dans le contexte des changements climatiques, et les défis interreliés associés aux inondations, aux sécheresses et à la qualité de l'eau, et souligne qu'il faut se centrer sur les besoins des collectivités. Il conclut en décrivant certaines initiatives de la NOAA :

- **National Integrated Drought Information System for the United States (Système national d'information intégrée sur les sécheresses pour les États-Unis) (NIDIS)** : s'intéresse surtout à la définition des principaux indicateurs de sécheresse;
- **National Water Center (Centre national de l'eau)** : favorise la recherche et la collaboration sur les nouvelles technologies et fournit des renseignements importants aux décideurs;
- **New National Water Model (Nouveau modèle national de l'eau)** : prototype de modèle hydrologique opérationnel à l'échelle continentale présentant le réseau hydrologique des États-Unis, lancé par le Service météorologique national en août 2016.

## Mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai et Plate-forme régionale

**Présentatrice** : Lori MacDonald, Sécurité publique Canada

**Objectif** : Présenter l'approche canadienne quant à la mise en œuvre nationale du Cadre d'action de Sendai, et donner un aperçu de la cinquième Plate-forme régionale sur la Réduction des risques de catastrophes des Amériques.

M<sup>me</sup> MacDonald précise que le Canada est signataire des accords antérieurs sur la réduction des risques de catastrophe qu'il défend ardemment, et que nous nous appuyerons sur ces travaux pour faire progresser les initiatives visant à faire face à l'augmentation de la fréquence, de la gravité et du coût des catastrophes.

Le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (RRC) (le Cadre) a été approuvé par 187 États membres, dont le Canada, le 18 mars 2015. En vigueur depuis 15 ans, le Cadre est un accord non contraignant qui complète d'autres instruments internationaux, comme l'Accord de Paris sur le changement climatique et les objectifs de développement durable des Nations Unies.

Le Cadre établit les priorités internationales en matière de RRC, tient compte des liens importants avec l'adaptation au changement climatique (ACC) et s'appuie sur la responsabilité partagée entre tous les secteurs de la société pour renforcer la résilience.

Plus précisément, le Cadre établit un ensemble de priorités destinées à renforcer les mesures de RRC :

- en améliorant la compréhension du risque;
- en renforçant la gouvernance;
- en augmentant les investissements dans la réduction des risques de catastrophe et l'atténuation de leurs conséquences;
- en améliorant les mesures de préparation et de rétablissement en vue de mieux reconstruire à la suite d'une catastrophe.

En outre, le Cadre établit des objectifs concrets et des indicateurs de rendement afin de mesurer les progrès accomplis en vue de rendre les collectivités plus sécuritaires et résilientes. Au Canada, des efforts sont en cours pour faire avancer les priorités du Cadre à l'échelle nationale à l'aide d'une approche progressive de haut niveau, énoncée dans un plan d'action de Sendai élaboré pour le Canada.

Le ministre Goodale a pour mandat de collaborer avec les provinces et les territoires, les populations autochtones et les municipalités à l'élaboration d'un plan d'action exhaustif permettant au Canada de mieux prévoir les urgences météorologiques et les catastrophes naturelles, de s'y préparer efficacement et d'intervenir le cas échéant. La Stratégie de gestion des urgences comprendra des mesures destinées à faire avancer chacune des priorités du Cadre d'action de Sendai et sera étroitement liée au plan d'action associé, ainsi qu'à d'autres initiatives complémentaires, notamment l'ACC.

La mise en œuvre réussie du Cadre d'action de Sendai et de la Stratégie de gestion des urgences à l'échelle nationale reposera sur les contributions de tous les secteurs de la société, dont la Plate-forme du Canada pour la RRC et les Cadres supérieurs responsables de la gestion des urgences, qui constitueront des forums clés pour solliciter des commentaires sur ces initiatives.

### **Plate-forme nationale**

Le Canada a établi sa plate-forme nationale pour la RRC en 2009, qui compte maintenant plus de 500 membres représentant divers groupes d'intervenants. Elle comprend un Comité consultatif, ainsi que plusieurs groupes de travail et un organe plénier, dont la tâche consiste à faciliter le dialogue avec tous les secteurs de la société canadienne qui s'intéressent à la RRC.

La Table ronde nationale est l'événement phare qui rassemble des représentants de toutes les régions du Canada pour faire progresser la réduction des risques de catastrophe.

La huitième Table ronde nationale sera organisée en partenariat avec la Plateforme d'adaptation aux changements climatiques de Ressources naturelles Canada et fournira une excellente occasion de discuter des liens existants entre la RRC et l'ACC pendant le 150<sup>e</sup> anniversaire du Canada.

### **Plates-formes mondiale et régionales**

La Plate-forme canadienne entretient des liens étroits avec les plates-formes mondiale et régionales de la Stratégie internationale pour la prévention des catastrophes (SIPC), en vue d'appliquer une approche cohérente en matière de RRC à l'échelle mondiale. En fait, le Canada accueillera la prochaine Plate-forme régionale des Amériques en mars 2017, à Montréal. La prochaine Plate-forme mondiale aura lieu à Cancún, au Mexique, en mai 2017.

### **Plate-forme régionale des Amériques**

Le gouvernement du Canada accueillera la [cinquième Plate-forme régionale sur la réduction des risques de catastrophes des Amériques](#) au Palais des congrès de Montréal, Québec, du 7 au 9 mars 2017. Environ 1 000 délégués de 55 pays et territoires des Amériques sont attendus, notamment des ministres, des décideurs, des praticiens et des experts.

La Plate-forme régionale aidera à renforcer les capacités à l'échelle régionale et à faire progresser les priorités établies au titre du Cadre d'action de Sendai et d'autres instruments internationaux, dont l'Accord de Paris sur le changement climatique et les objectifs de développement durable des Nations Unies, à l'échelon régional.

Cet événement fournira au Canada l'occasion de démontrer son leadership international dans les domaines de la réduction des risques de catastrophe, de l'adaptation aux changements climatiques, de l'égalité entre les sexes, de la mobilisation autochtone et du renforcement de la résilience des collectivités.

L'un des aspects clés de la Plate-forme régionale sera d'obtenir des résultats concrets et mesurables à chaque séance, en vue de poursuivre la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai. Le processus comprend l'élaboration d'un Plan d'action régional pour les Amériques afin d'orienter l'établissement d'une approche régionale visant l'atteinte des priorités de Sendai. On s'affaire déjà à la mise au point du plan d'action, en partenariat avec les pays de l'ensemble de la région et des intervenants canadiens.

Outre le programme de trois jours, on organisera un forum public visant à faciliter la participation des universités, de l'industrie, des organisations non gouvernementales, des gouvernements et du grand public.

## Séance parallèle 1 : Stratégie en matière de feux de forêt

**Animateur** : Michael Norton, Ressources naturelles Canada

### Experts :

- Julie Fortin, gouvernement du Québec
- Paul Kovacs, Institut de prévention des sinistres catastrophiques
- Cliff Buettner, Grand conseil de Prince Albert
- Dr Mike Flannigan, Université de l'Alberta

**Objectif** : Échanger des points de vue sur la nature du risque et discuter des mesures actuelles ou futures, du niveau local au niveau national.

**Michael Norton** ouvre la séance interactive par une brève présentation sur la Stratégie canadienne en matière de feux de forêt. Il traite des conséquences des changements climatiques sur les forêts, en particulier la gravité des incendies et la durée prolongée de la saison des incendies, et présente les principaux éléments de la Stratégie :

- Amélioration de la collaboration et de l'intégration horizontales
- Accroissement des investissements dans l'innovation
- Renforcement des capacités en matière de prévention et d'atténuation
- Engagement accru à l'égard de l'initiative [Intelli-feu](#)
- Renforcement des capacités en matière de préparation

**Julie Fortin** donne une présentation sur les risques de feux de forêt et la gestion des forêts. Elle explique que nos forêts sont partagées par les citoyens, font l'objet d'investissements industriels et de projets de développement communautaire; par conséquent, il faut partager les responsabilités relatives à la gestion du risque, y compris l'expérience et l'expertise collectives. Plusieurs groupes d'intervenants collaborent en vue d'intensifier les partenariats axés sur la prévention et la préparation.

**Paul Kovacs** expose les points de vue de l'Institut de prévention des sinistres catastrophiques, notamment au sujet de la prévention des feux de forêt. L'Institut a pour mission de réduire les risques de décès et les dégâts matériels liés aux inondations, aux tempêtes et aux tremblements de terre. Ses recommandations touchent quatre domaines :

- Tenir compte des risques d'incendie en milieu périurbain dans les codes du bâtiment
- Tenir compte des risques d'incendie en milieu périurbain dans les permis d'aménagement
- Habilitier les propriétaires par l'entremise d'Intelli-feu
- Investir dans la Stratégie canadienne en matière de feux de forêt

Le message principal de M. Kovacs est le suivant : Pour construire de nouveau avec l'argent des compagnies d'assurance, il faut mieux reconstruire afin d'accroître la résilience face non seulement aux incendies, mais également à d'autres catastrophes naturelles.

**Cliff Buettner** présente le Programme du Grand conseil de Prince Albert (PAGC) et les risques liés aux feux de forêt et les principes Intelli-feu de la Saskatchewan. Il fournit des renseignements généraux sur la saison des feux de forêt en Saskatchewan, des statistiques précises sur la saison de 2015, y compris les activités d'amélioration des mesures de prévention et d'atténuation mises en œuvre pour protéger les collectivités. M. Buettner conclut en soulignant que les collectivités devraient travailler à la réalisation d'un but commun, à savoir favoriser des comportements résilients et bâtir des propriétés résilientes aux incendies en appliquant les principes Intelli-feu.

**Mike Flannigan** donne un aperçu de la gestion des incendies au Canada. Il explique que les coûts des incendies ont augmenté, notamment ceux associés aux évacuations et à la protection de la santé et de la sécurité des Canadiens. Selon les projections sur les changements climatiques futurs du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la température moyenne mondiale devrait augmenter jusqu'à 6<sup>o</sup> C d'ici 2100, les plus fortes hausses étant enregistrées aux latitudes élevées, sur les terres et en hiver et au printemps, sauf dans l'océan Arctique en saison libre de glace. En conclusion, M. Flannigan réitère l'importance de la Stratégie canadienne en matière de feux de forêt, qui englobe les aspects relatifs aux feux de forêt et aux collectivités.

## Séance parallèle 2 : Comprendre le risque de catastrophe dans les collectivités autochtones

**Animateur :** Todd Kuiack, Affaires autochtones et du Nord Canada

### Experts :

- Tracey Anderson, Société de services techniques des Premières Nations de l'Ontario
- Marc D'Aquino, Préparation et capacité de réaction holistique aux situations d'urgence
- Melanie Goodchild, Université de Waterloo
- Richard Kent, Grand Conseil de Prince Albert
- Luke Swan, Première Nation Ahousaht – Préparation aux urgences
- Greg Hayes, Première Nation Ahousaht – Conseil de bande
- Jeff Eustache, First Nation Emergency Service Society of British Columbia

**Objectif :** Entendre directement ce que les organisations des Premières Nations ont à dire sur la compréhension des risques de catastrophe dans le contexte autochtone, et des meilleures pratiques s'y rapportant.

La séance prend la forme d'un cercle de discussion, favorisant ainsi une conversation ouverte et inclusive entre les participants. Les participants commencent en formulant de brefs commentaires fondés sur leurs expériences personnelles et les points de vue de leurs organisations.

### Principaux commentaires

- Il faut commencer à attribuer aux peuples autochtones des responsabilités qui dépassent les rôles symboliques ou de témoignage. Les peuples autochtones ont besoin de contribuer à titre de leaders et de décideurs.
- Il faut connaître l'histoire des Autochtones pour adopter leur point de vue, en considérant notamment leur modèle de résilience.
- On doit aider les collectivités autochtones à établir leurs propres programmes d'urgence, fondés sur leur tradition orale et leur expérience ancestrale.
- Il faut déterminer des stratégies visant à prévenir les évacuations dans les collectivités autochtones, fournir aux populations autochtones les ressources dont elles ont besoin pour mieux gérer les urgences et renforcer leur résilience. Les évacuations peuvent être plus nuisibles pour la collectivité que les conditions réelles sur le terrain.
- Il faut accroître les ressources anti-incendie des collectivités autochtones éloignées et difficiles d'accès.
- Les populations autochtones ont besoin d'éducation en matière de prévention et de préparation, et ont besoin d'être sensibilisées à ces aspects.

- Il faut mieux comprendre les connaissances traditionnelles autochtones (régimes, protocoles et pratiques) et en tenir compte dans les abris d'urgence pour les évacués. L'environnement familier est la clé du rétablissement. Les outils visuels peuvent aider à transmettre les connaissances et l'information.
- Il faut encourager les collectivités à travailler en collaboration et à échanger les pratiques exemplaires. Les partenariats entre les administrations deviendront plus importants pour faire face aux nouveaux défis que représentent les changements climatiques.

## Séance parallèle 3 : Mettre en œuvre le Cadre d'action de Sendai : Atelier sur la vision des jeunes Canadiens

**Animatrices :** Dre Robin Cox, Université Royal Roads et Dre Leila Scannell, Université Royal Roads

**Experts :**

- Tiffany Hill, Université Royal Roads
- Roxanna Trask, Université Royal Roads
- Brooks Hogya, Université Royal Roads

**Objectif :** Tenir des discussions et élaborer une vision en vue de rédiger une déclaration et un plan d'action centrés sur les jeunes et conçus par eux afin d'orienter la mise en œuvre de mesures de réduction des risques de catastrophe et de renforcement de la résilience au Canada.

Les séances commencent par une activité interactive, où les participants en groupes de huit sont invités à répondre aux trois questions suivantes :

- Selon vous, de quoi un groupe de travail composé de jeunes a-t-il besoin?
- Quand avez-vous été touché par quelque chose qu'un jeune avait fait, dit ou partagé? Quel moyen ou mode de communication avait-il utilisé?
- Que pouvez-vous faire pour appuyer le groupe de travail de jeunes?

Chaque groupe dessine le portrait d'un de ses membres et l'utilise pour guider les réponses aux questions ci-dessus, tout en réfléchissant à la façon dont les gens sont influencés par différentes préférences et différents processus de pensée.

**Principaux commentaires**

- Il faut inclure les jeunes dans les discussions initiales et désigner des mentors pour les aider.
- De nombreux participants évoquent des expériences où ils ont été touchés par des jeunes. Les modes de communication employés sont les vidéos, les médias sociaux et la musique.
- Il faut créer une plate-forme pour soutenir les groupes de travail de jeunes lorsque des fonds et des mentors sont disponibles.

## Débat : Traduire les données scientifiques en connaissances sur les risques

**Animateur** : M. Satyamoorthy Kabilan, Conference Board of Canada

**Experts** :

- M. Mark Williamson, Centre des sciences pour la sécurité, Recherche et développement pour la défense Canada
- Paul Kovacs, Institut de prévention des sinistres catastrophiques
- Matthew Lynch, World Council on City Data
- James Waller, Guy Carpenter

**Objectif** : Échanger des points de vue sur les pratiques exemplaires permettant de traduire les données scientifiques en connaissances sur les risques faciles à comprendre par les décideurs.

**M. Kabilan** ouvre la séance en signalant que l'exercice vise à discuter du processus de conversion des données scientifiques en connaissances sur les risques, et des connaissances en mesures concrètes. Il précise que l'un des grands problèmes auxquels on est confronté c'est de pouvoir communiquer les risques de manière efficace.

**M. Williamson** parle de son expérience à Recherche et développement pour la défense Canada quant à la conversion des données scientifiques et des connaissances en information utile pour les utilisateurs et les décideurs. Il note l'importance de comprendre les environnements dans lesquels nous essayons de fournir des avis et des connaissances. Il souligne que les conditions actuelles sont marquées par la volatilité, l'incertitude, la complexité et l'ambiguïté. L'objectif ultime du Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, mené par Recherche et développement pour la défense Canada en étroite collaboration avec Sécurité publique Canada, est de soutenir les systèmes de sécurité dans notre pays afin de rendre interconnectés, résilients et fondés sur des faits probants.

M. Williamson constate que la structure mise en place pour accepter et recevoir les connaissances ou avis relatifs au risque est incomplète, et que l'information concernant le risque doit être transmise en temps opportun aux décideurs.

*Le monde est compliqué, marqué par la volatilité, l'incertitude, l'ambiguïté et la complexité. Nous pouvons investir dans la science et la technologie en vue de diminuer la complexité et l'ambiguïté, mais nous devons admettre qu'il y aura toujours des surprises.*

– M. Mark Williamson, Recherche et développement pour la défense Canada

M. Williamson conclut en affirmant que les conversations sur les risques ont tendance à se concentrer sur le pire scénario, mais qu'il importe également d'établir le meilleur scénario. Il souligne qu'il est important de demeurer positif.

**M. Kovacs** amorce sa présentation en évoquant des initiatives qui aident à traduire les données scientifiques en connaissances sur les risques :

- Au Canada et dans le monde, les discussions concernant le changement climatique sont davantage financées et dirigées et suscitent davantage d'enthousiasme que celles portant sur la réduction des risques de catastrophe. En fondant la RRC sur des données scientifiques, on aide à accroître le soutien financier et politique.
- Il faut célébrer et documenter les initiatives positives et les réussites réalisées au Canada, comme les études de cas et les villes canadiennes qui s'adaptent au changement climatique.
- Le Canada et le monde ont déjà été frappés par des événements graves. Certains phénomènes extrêmes pourraient survenir dans notre pays. Nous devons prévoir des événements très peu probables qui pourraient avoir de vastes conséquences avant qu'ils ne surviennent. Nous devons nous préparer à faire face à des événements dévastateurs.

Il poursuit en expliquant que le Canada est considéré comme étant à risque très faible pour ce qui est des pertes provoquées par les catastrophes. Les compagnies d'assurance facturent moins aux entreprises canadiennes parce que moins de catastrophes naturelles surviennent au Canada par rapport à d'autres parties du monde. On a toutefois observé récemment une hausse alarmante des pertes économiques. Les réclamations pour catastrophe auprès des compagnies d'assurance au Canada ont augmenté de l'ordre de plusieurs milliards de dollars.

**Trois recommandations :**

- Évaluation nationale aux fins de RRC
- Célébrer et échanger des exemples de solutions réussies
- Mettre l'accent sur les catastrophes et les sinistres d'envergure

Il conclut en affirmant que selon la Base de données canadienne sur les catastrophes, le Canada est frappé par plus de douze sinistres importants par année, mais nous n'avons jamais connu d'événement catastrophique. Les faits montrent que le Canada n'est pas préparé à faire face aux catastrophes.

**M. Lynch** parle des travaux effectués par le World Council on City Data (WCCD). Il explique que ce dernier a mis en place un réseau de villes qui transmettent des données d'une façon normalisée et vérifiée en fonction de 100 indicateurs de performance sociale, environnementale et économique répartis sur 17 thèmes qui aident à illustrer la résilience, la durabilité, la qualité de vie et le rendement opérationnel dans les municipalités. Il souligne que cette initiative fournit l'occasion de promouvoir la prise de décision axée sur les données, de mettre en valeur des initiatives locales et de démontrer l'engagement des gouvernements à l'égard des données ouvertes.

Il conclut en précisant que le WCCD mène de nouvelles initiatives en collaboration avec les Nations Unies pour aider les collectivités à mieux comprendre les risques auxquels elles sont confrontées et à traduire l'information à l'intention des décideurs.

**M. Waller** fait écho aux déclarations des experts en évoquant les points suivants :

D'abord, il explique qu'une étude des risques de catastrophe au Canada effectuée en collaboration avec de multiples intervenants, notamment le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux, les collectivités autochtones, les gestionnaires d'urgence et les secteurs public et privé, pourrait contribuer à convertir les données scientifiques en connaissances sur les risques faciles à comprendre par les décideurs. Souvent, les connaissances existent déjà, en particulier lorsqu'il s'agit de données antérieures. Cette tâche ne devrait pas incomber à une seule entité.

Il fait ensuite remarquer que le Canada devrait tirer des leçons de l'expérience des États-Unis d'Amérique, en recueillant des données et des renseignements de qualité; mais ce qui demeure un problème aux États-Unis, tout comme dans notre pays, c'est la mobilisation des collectivités pour encourager l'utilisation des données et renseignements.

**M. Waller** présente les leçons retenues suivantes ayant trait à la collecte des données dans les régions exposées aux tornades :

- La nécessité de faire preuve de prudence et de connaître la provenance des données et la façon dont elles contribuent à l'incertitude;
- La nécessité de savoir ce que signifie un rapport de tornade et comment appliquer les mesures de résilience;
- La nécessité de gérer efficacement les projets et de communiquer les constatations;
- La nécessité pour les équipes multidisciplinaires qui possèdent des connaissances, une expertise et des capacités variées de traduire ces connaissances en renseignements accessibles.

**Question de l'animateur** : Pouvez-vous décrire une ou deux initiatives clés qui pourraient encourager les gens à communiquer de manière positive les renseignements relatifs au risque?

**M. Kovacs** indique que la formulation claire de la question peut contribuer à orienter les conversations sur les risques et à élargir le dialogue.

**M. Williamson** ajoute que nous devons nous concentrer sur le dialogue, commencer par discuter du meilleur scénario pouvant se concrétiser possible et mettre l'accent sur les pratiques exemplaires et les réussites.

**M. Waller** poursuit en affirmant que tous les événements touchant les collectivités canadiennes peuvent fournir la possibilité d'apprendre et de déterminer les points positifs à maintenir, et les éléments négatifs à améliorer; chaque événement donne la possibilité d'approfondir les discussions.

**M. Lynch** termine en soulignant que même les villes les plus performantes ont toujours un ou deux indicateurs qu'elles pourraient améliorer, et que les gouvernements doivent être prêts à mettre en commun leurs données.

**M. Kabilan** conclut le débat par quatre messages importants ayant transpiré des discussions :

- Il faut continuer à apprendre au sujet des risques;
- Il est nécessaire de continuer à recueillir et à comparer les données d'une façon normalisée;
- Il faut encourager la collaboration dans l'ensemble de la société afin de partager l'information sur les risques;
- Il est essentiel de se concentrer sur les aspects positifs de la gestion du risque, en vue d'orienter les discussions.

## Séance interactive : Partenariat public-privé dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe

**Animateur :** Lori MacDonald, Sécurité publique Canada

**Experts :**

- David Greenall, ARISE
- David McGown, Bureau d'assurance du Canada
- Nikhil da Victoria Lobo, Swiss Re

**Objectif :** Analyser les efforts déployés par les secteurs privé-public canadiens en vue de contribuer à la réduction des risques de catastrophe par l'entremise d'actions et d'investissements.

**Mme MacDonald** présente les membres du groupe d'experts et souligne que les catastrophes de grande envergure sont de plus en plus fréquentes au Canada et de plus en plus coûteuses. Il est essentiel d'adopter une approche cohérente nécessitant la participation de tous les secteurs de la société pour favoriser la gestion efficace des catastrophes, tout en poursuivant le dialogue visant à cibler les moyens les plus efficaces de gérer les catastrophes et les phénomènes météorologiques extrêmes au Canada.

**David Greenall** fait part de ses réflexions sur le point de vue du secteur privé concernant l'évolution de la RRC et la façon dont ce secteur peut aider. Il précise que des discussions sont en cours au Canada en vue de favoriser de gros investissements dans l'infrastructure; par conséquent, la capacité du secteur privé à adopter une approche axée sur la sensibilisation aux risques pour rendre des décisions éclairées en matière d'investissement aura une incidence déterminante sur l'aptitude du gouvernement canadien à atteindre les objectifs et cibles du Cadre d'action de Sendai.

M. Greenall présente ARISE, initiative mondiale lancée en 2015. Cette initiative, qui est coprésidée par le représentant responsable de la SIPC et de Price Waterhouse Cooper, comprend huit ou neuf partenaires à l'échelle mondiale. L'initiative ARISE vise principalement à créer des sociétés résilientes aux risques en motivant le secteur privé, en collaboration avec le secteur public, à prendre des mesures pour atteindre les résultats et les objectifs prévus au titre du Cadre d'action de Sendai.

L'une des principales cibles du Cadre d'action de Sendai est d'encourager l'adoption de stratégies en matière de RRC à l'échelon national. L'initiative ARISE a adopté ces stratégies, et l'un de ses objectifs est de créer des réseaux ARISE nationaux.

**David McGown** fait part de certaines réflexions sur les partenariats public-privé selon la perspective du secteur privé et donne un aperçu de la collaboration observée lors des incendies de Fort McMurray.

Il souligne que les assureurs privés ont un rôle important et direct à jouer sur le plan de la gestion des risques de catastrophe, l'assurance étant une façon dont les Canadiens gèrent les risques. À Fort McMurray, les assureurs ont été déployés dans des centres d'évacuation dans les deux jours suivant le début des incendies, et ont fourni des chèques écrits à la main aux personnes touchées et ont répondu aux questions. Le coût pour les assureurs s'élevait à environ 3-4 milliards de dollars, ce qui fait de Fort McMurray la catastrophe naturelle la plus coûteuse au Canada.

Les représentants du Bureau d'assurance du Canada (BAC) sont arrivés sur les lieux deux semaines après le début des incendies, alors que les évacuations étaient en cours et que les incendies faisaient toujours rage. Il importe de souligner que c'était la première fois que le BAC participait aux efforts d'une équipe d'intervention en cas d'urgence. Les assureurs peuvent aider à créer des partenariats en appuyant l'adoption de stratégies, comme Intelli-feu.

La Croix-Rouge canadienne a participé activement aux opérations d'urgence à Fort McMurray et a contribué de manière déterminante à la planification du retour et du rétablissement.

**Nikhil da Victoria Lobo** recommande d'élargir la portée des cadres de gestion des catastrophes :

- D'abord, les compagnies d'assurance remarquent une hausse du nombre de sinistres de petite envergure, notamment les petits incendies de forêt, les chutes de neige extrêmes et les inondations modérées, qui consomment les budgets des secteurs public et privé au Canada. Ces éléments doivent être intégrés au cadre de gestion des catastrophes. La mobilisation du grand public à l'égard de la RRC doit prendre en compte les événements de petite envergure et à fréquence élevée.
- Ensuite, les gouvernements doivent étudier comment le secteur privé peut aider à réduire l'exposition du secteur public aux risques financiers à la suite d'une catastrophe de grande envergure.
- Enfin, un partenariat solide entre le secteur public et le secteur privé peut être établi lorsque les gouvernements font des investissements dans les assurances contre les catastrophes. On disposera ainsi de capitaux privés pour régler les problèmes du secteur public. Ce type de partenariat assure une transparence quant au prix réel du risque. En fin de compte, l'assurance est un moyen permettant de prendre de meilleures décisions en matière de gestion du risque.

**M<sup>me</sup> MacDonald** conclut la séance en soulignant deux éléments clés :

- On a besoin d'une approche pansociale pour instaurer des partenariats public-privé.
- Il faut dynamiser le secteur privé et les autres intervenants pour qu'ils collaborent en vue de mieux éclairer la prise de décision en matière de gestion du risque.

## Mot de la fin

**M<sup>me</sup> Durand** prononce le mot de la fin en remerciant tout spécialement le secrétariat de la Plate-forme du Canada pour la RRC, le Comité consultatif, les différents groupes de travail et tous les membres d'avoir contribué à faire avancer nos objectifs communs et notre vision concernant la RRC et à renforcer la résilience dans les collectivités.

Elle conclut en incitant toutes les personnes concernées à participer à la cinquième Plate-forme régionale sur la RRC et à la huitième Table ronde, qui aura lieu l'année prochaine à Halifax, en Nouvelle-Écosse. Thème de l'année prochaine : Faire et reconstruire mieux.

## Visite sur place 2 – Centre de coordination des mesures d'urgence, Montréal

Comme lors du jour 1, une visite sur place s'est déroulée à la fin du jour 2.

Veillez consulter la page 16 pour obtenir une description de cette visite.

## Annexe A – Activités de groupe du jour 1

Dans le contexte de la violence suivant une catastrophe, comme une inondation ou un incendie, les participants ont établi 32 catégories de populations vulnérables et 96 stratégies de prévention et d'atténuation.

### Principales observations :

- Il faut compter sur la communication et la transparence constantes de la part de tous les paliers de gouvernement pendant les phases d'intervention et de rétablissement.
- Il convient de déterminer comment les collectivités peuvent protéger les groupes vulnérables immédiatement après une catastrophe et non des mois plus tard. Certains groupes, comme les enfants, les jeunes, les chefs de famille monoparentale, les femmes, les premiers intervenants, les personnes confrontées à des obstacles linguistiques, les personnes handicapées, les personnes éprouvant un problème de toxicomanie, la communauté GLBT et les femmes ayant déjà été victime de violence, ont été déclarés comme fortement exposés à la violence suivant une catastrophe.
- On a besoin d'établir des liens entre les infrastructures essentielles et la violence suivant une catastrophe. Les participants ont sélectionné des éléments comme les services publics, les génératrices, la sécurité alimentaire et les hôpitaux. Il y a eu un fort consensus sur le fait que le renforcement des infrastructures essentielles peut aider à prévenir la violence suivant une catastrophe et contribuer à renforcer la résilience au sein des collectivités.
- Il importe de mettre l'accent sur la fourniture de services de garde d'enfants en vue d'assurer la sécurité de ces derniers.
- Il faut appuyer les réseaux sociaux et de jeunes.
- Il faut tenir compte des besoins en matière de diversité et d'accessibilité linguistiques quand on planifie les communications et services d'urgence.
- Il faut établir des services et des programmes de soutien à l'intention des nouveaux arrivants.

## ANNEXE B – Médias sociaux

### Points saillants TweetReach

Pendant la Table ronde, les participants étaient encouragés à poser des questions et à poursuivre la discussion concernant la réduction des risques de catastrophe sur les médias sociaux en utilisant les mots-clics #CDNrrr (ou #CDNrrc en français). De plus, le mot-clic #CDNrrc, créé spécialement pour la Table ronde, a été publié **au moins** sur 1,1 million de comptes uniques, avec 946 gazouillis au total! Soulignons toutefois qu'il ne s'agit que d'une estimation en raison des limites du logiciel d'analyse des données TweetReach, qui ne calcule la portée que des 100 premiers gazouillis.<sup>1</sup>

Le mot-clic français, #CDNrrc, qui a été créé spécialement pour la Table ronde, a atteint un nombre beaucoup moins élevé de comptes Twitter que le mot-clic anglais. Au total, il y a eu 88 gazouillis qui ont été publiés sur 169 240 comptes Twitter uniques.

### Points saillants Twitter

Du 19 au 22 novembre, SP a émis 38 gazouillis en anglais pour la promotion de la Table ronde, qui ont généré au total 138 932 impressions (*une « impression » correspond au nombre total de fois qu'un message a été vu*). La campagne sur les médias sociaux a donné lieu à 36 gazouillis en français faisant la promotion de la Table ronde, ayant généré au total 17 873 impressions.

### Points saillants de la participation

Du 19 au 22 novembre, les gazouillis de SP en anglais faisant la promotion de la Table ronde ont provoqué au total 1 327 réactions (regazouillis, « j'aime », réponses, clics URL et clics mot-clic). Les gazouillis en français, quant à eux, ont provoqué au total 124 réactions (regazouillis, « j'aime », réponses, clics URL et clics mot-clic).

Pour obtenir la récapitulation des résultats des mots-clics sur la RRC, veuillez cliquer sur les liens ci-après.

[https://storify.com/Safety\\_Canada/cnddrr](https://storify.com/Safety_Canada/cnddrr)

[https://storify.com/Safety\\_Canada/cdnrrc](https://storify.com/Safety_Canada/cdnrrc)

<sup>1</sup> Même si TweetReach évalue le nombre total de gazouillis en anglais ayant utilisé le mot-clic #CDNrrr à 946, il ne fournit les données sur la portée que pour les 100 premiers gazouillis. Les données sur la portée pour 100 gazouillis correspondent à 118 549. Puisqu'on ne dispose pas de données sur la portée pour les 946 gazouillis, on peut obtenir une estimation en utilisant la formule suivante : Si 100 gazouillis = 118 549, alors chaque gazouillis génère une portée de 1 185,49; en multipliant le nombre réel de gazouillis (946) par 1 185,49, on obtient une portée totale estimée de 1,1 million.

## Annexe C – Évaluation et statistiques

La Table ronde a suscité un grand intérêt : plus de 200 personnes ayant été présentes, sans compter les nombreuses personnes ayant participé virtuellement par téléconférence ou sur WebEx, provenant de tous les paliers de gouvernement, du secteur privé, des populations autochtones, des organisations non gouvernementales, des universités et du grand public.

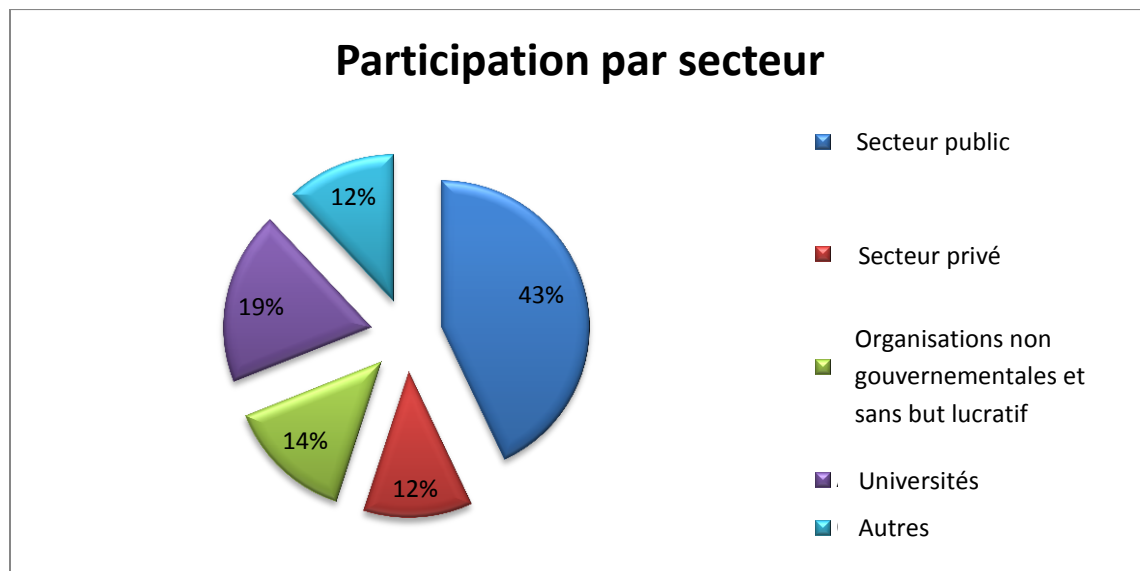
Afin d'obtenir des commentaires au sujet de la réunion et d'éclairer la planification des futurs événements, on a remis aux participants un sondage d'évaluation sur place et sous forme électronique.

La rétroaction reçue montre en général que les répondants étaient assez satisfaits de la Table ronde.

### Résultats

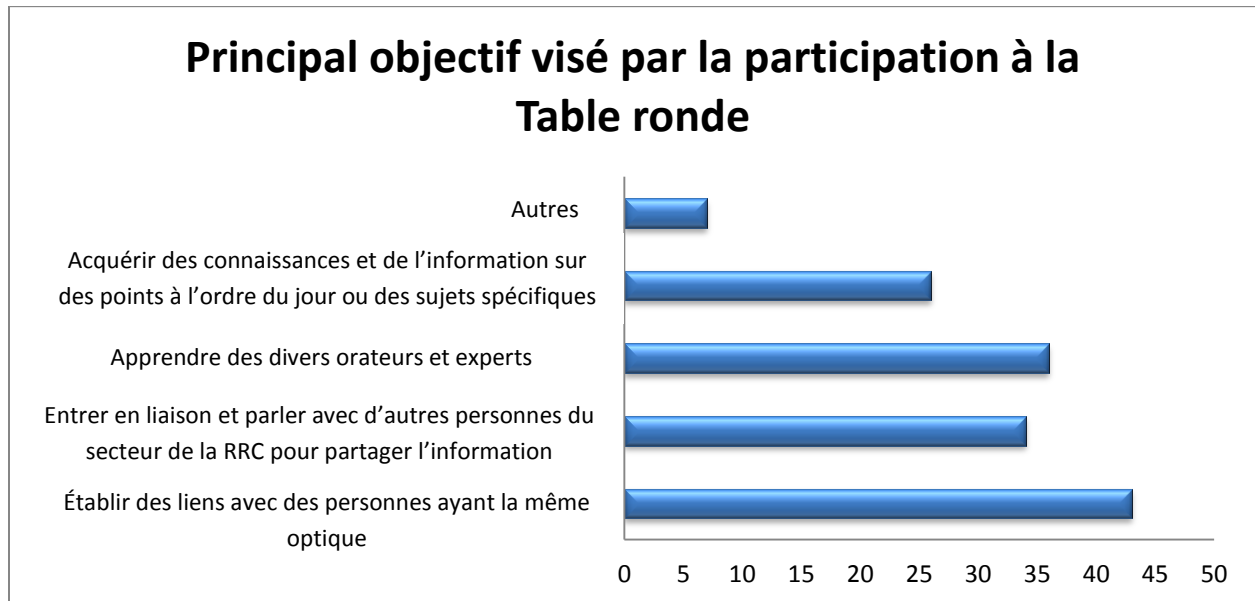
Nombre de participants à la Table ronde : plus de 200  
 Nombre de répondants au sondage : 96

Figure 1



Les répondants au sondage représentent différents secteurs de la société. Sur les participants qui ont répondu au sondage, 43 % proviennent du secteur public, 19 % du milieu universitaire, 14 % des organisations non gouvernementales (ONG), 12 % du secteur privé et 12 % des autres secteurs.

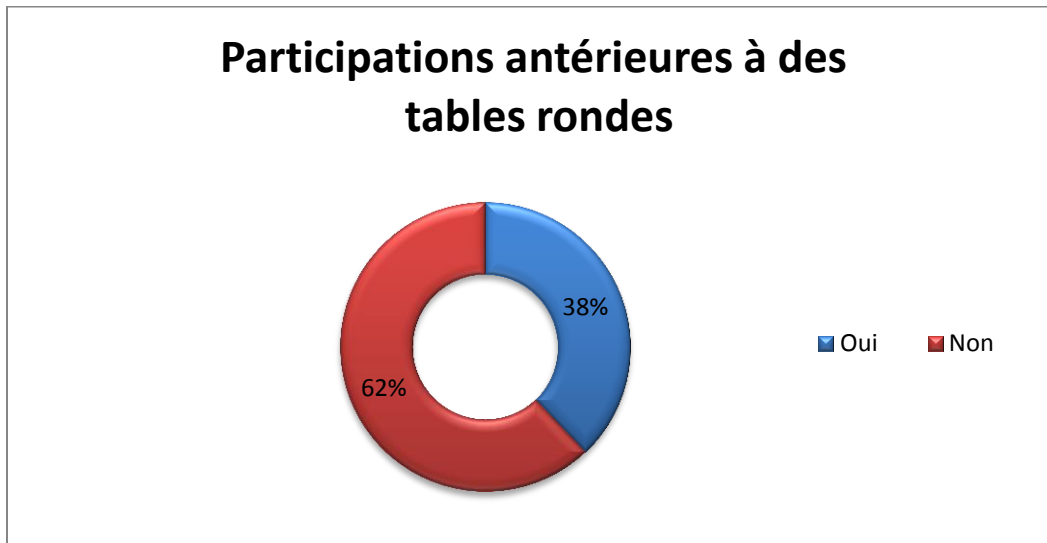
Figure 2



Le graphique montre que plusieurs objectifs de participation à la Table ronde 2016 ont été cernés par les répondants au sondage. Les principaux objectifs sont les suivants :

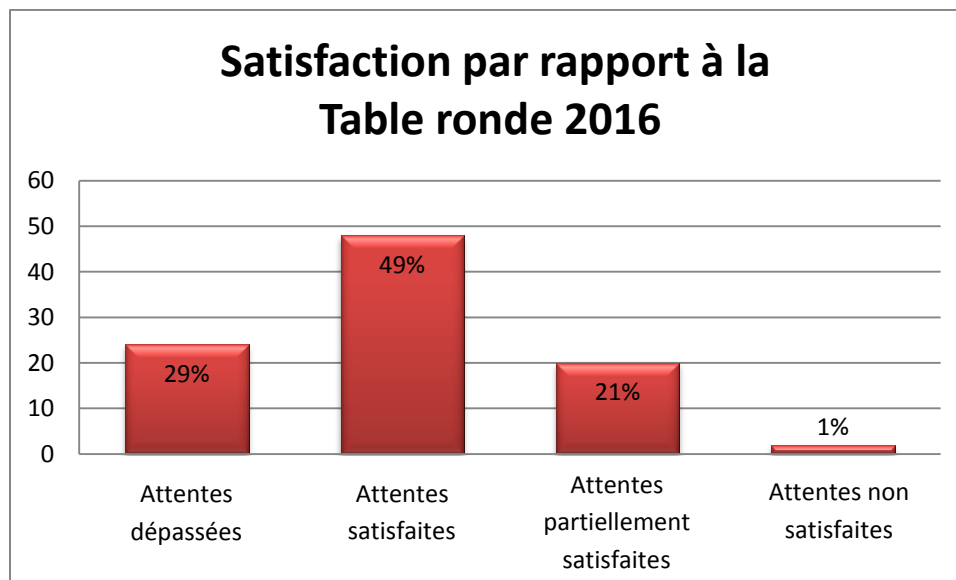
- Communiquer avec les personnes ayant la même optique
- Apprendre de divers orateurs et experts

Figure 3



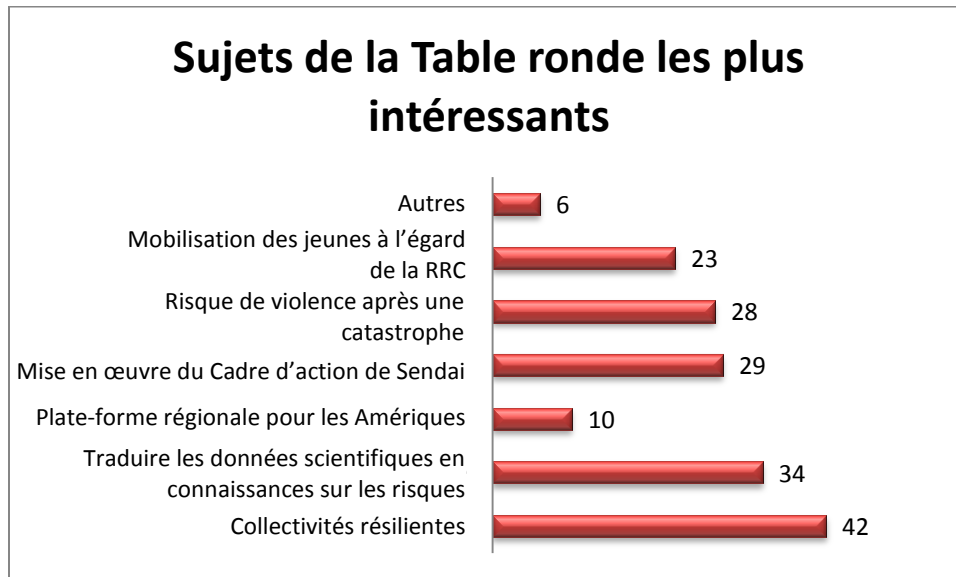
Les résultats du sondage montrent que 62 % des répondants n'avaient jamais assisté à une séance de la Table ronde auparavant, contre 38 % qui n'avaient jamais vécu cette expérience.

Figure 4



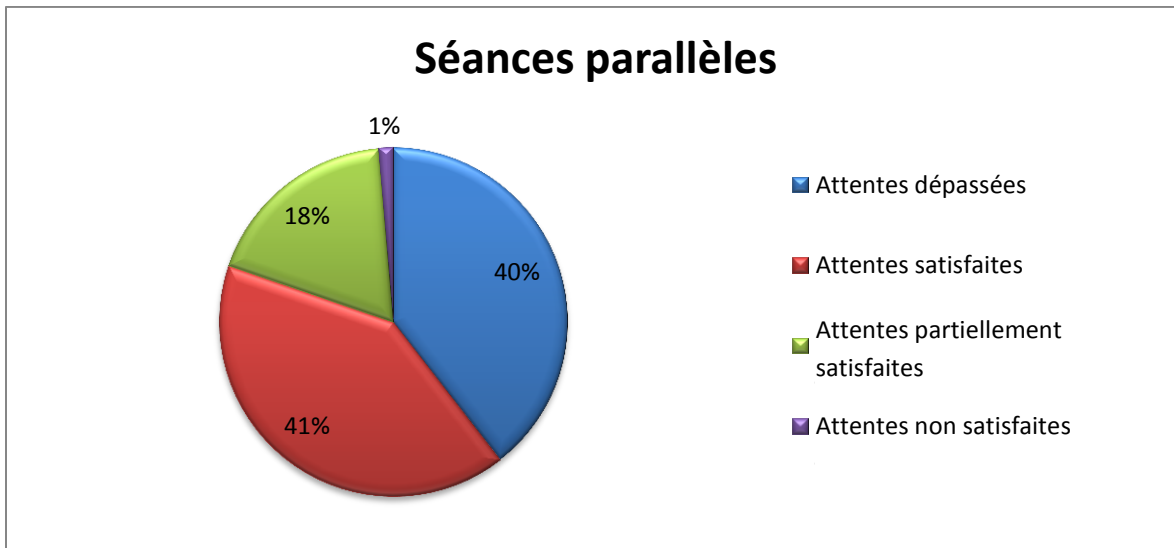
Le graphique illustre le degré de satisfaction des attentes des répondants après la Table ronde. Attentes dépassées : 29 % des répondants; attentes satisfaites : 49 % des répondants; attentes partiellement satisfaites : 21 % des répondants; et attentes non satisfaites : 1 % des répondants.

Figure 5



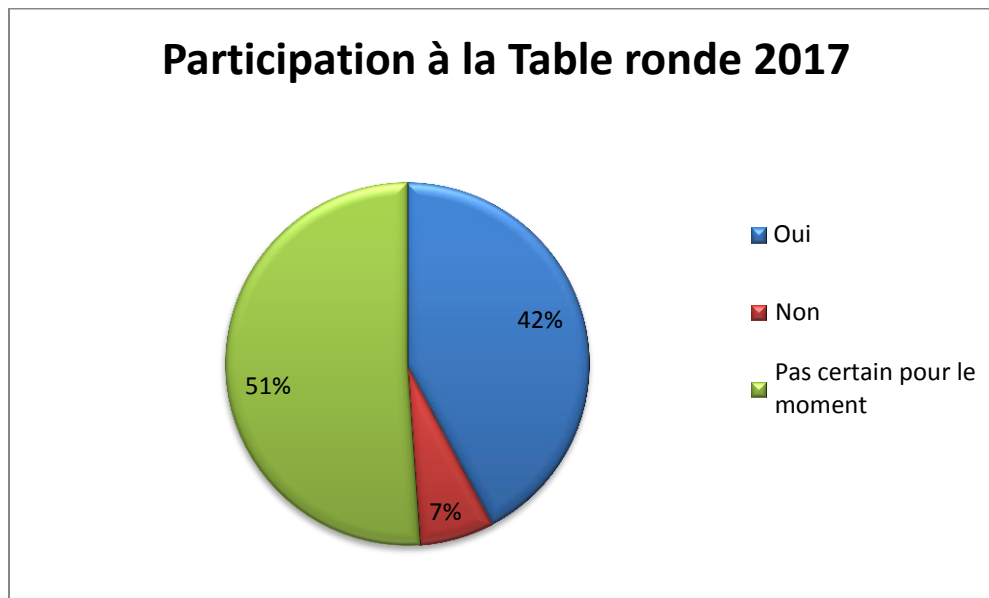
Cette figure illustre que les sujets « collectivités résilientes » et « traduire les données scientifiques en connaissances sur les risques » ont suscité le plus d'intérêt chez les répondants et ont été désignés comme sujets de discussion les plus valorisés.

Figure 6



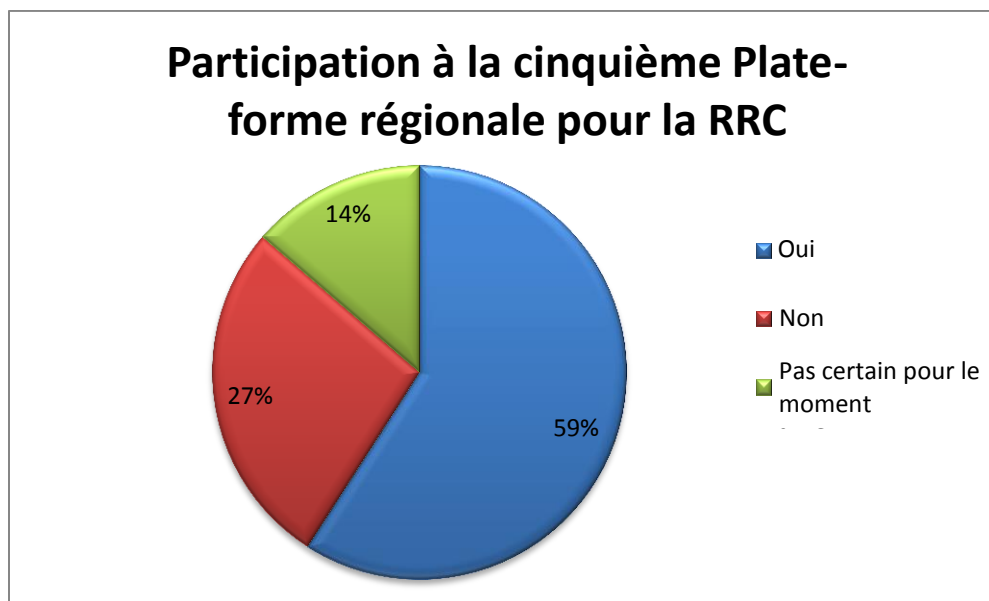
Le graphique montre le degré de satisfaction des répondants par rapport aux séances parallèles. Les résultats ont été positifs : 40 % des répondants ont affirmé que leurs attentes avaient été dépassées et 41 % que leurs attentes avaient été satisfaites.

Figure 7



On a demandé aux participants s'ils prévoient assister à la Table ronde 2017. On constate que 42 % des répondants souhaitent participer à l'événement de l'année prochaine, que 51 % ne sont pas certains et que seulement 7 % disent qu'ils ne seront pas en mesure de répéter l'expérience.

Figure 8



On a demandé aux participants s'ils souhaitent assister à la cinquième Plate-forme régionale sur la RRC des Amériques. Selon le graphique, 59 % des répondants souhaitent y participer, 27 % ne sont pas en mesure de le faire, et 14 % ne sont pas certains pour le moment.

Voici la liste des thèmes éventuels pour les prochaines Tables rondes, choisis par les répondants.

- Mobilisation des jeunes et des réfugiés
- Planification à long terme pour l'ACC
- Renforcer la sensibilisation et l'éducation du public à l'égard de la RRC
- Tables rondes : mobilisation et participation virtuelles
- Soins de santé et RRC
- Exercices pour briser la glace